

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47327]

27 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 1997 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de revalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 2sexies, alinéa 2, modifié par le décret du 17 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 1997 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de revalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 juillet 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2022 ;

Vu le rapport du 11 juillet 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données n°197/2022, donné le 19 septembre 2022 ;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Nature », donné le 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis 72.824/4 du Conseil d'État, donné le 15 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Nature ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 1997 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de revalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage, il est inséré avant le premier chapitre un chapitre intitulé : « CHAPITRE 0. - Définitions » qui se lit comme suit :

« CHAPITRE 0. — Définitions

Article 0. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le CREAves : le centre de revalidation des espèces animales vivant à l'état sauvage établi en Région wallonne, agréé en vertu du présent arrêté, qui recueille, soigne et s'efforce de revalider à titre gratuit les animaux sauvages blessés, malades ou affaiblis qui lui sont confiés, dans le but de les relâcher dans leur milieu naturel ;

2° le directeur : le directeur de la Direction de la Nature et des Espaces verts du DNF ;

3° le DNF : le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

4° espèce exotique préoccupante : espèce figurant sur la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union, adoptée en application de l'article 4 du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ou sur la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour la Belgique, visée à l'article 12 du même règlement et aux articles 32 à 36 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'État fédéral, les communautés et les régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

5° espèce non indigène : espèce qui ne vit pas naturellement à l'état sauvage sur le territoire de la Belgique ou qui s'y est installée depuis moins de deux siècles ;

6° le fonctionnaire sanctionnateur : le fonctionnaire sanctionnateur régional visé à l'article D.156 du livre I^{er} du Code de l'environnement, désigné par le Gouvernement pour appliquer les amendes administratives visées dans la partie VIII du livre I^{er} dudit Code ;

7° l'inspecteur général : l'inspecteur général du DNF ;

8° la loi du 12 juillet 1973 : la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

9° le Ministre : le ministre en charge de la conservation de la nature en Région wallonne ;

10° le pôle « Ruralité » : le pôle « Ruralité » visé à l'article 2/6 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative ;

11° le vétérinaire de contrat : un vétérinaire inscrit au tableau de l'ordre, visé dans la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des Médecins vétérinaires, qui conclut un contrat avec tout CREAves ou son remplaçant, désigné de commun accord. ».

Art. 2. Dans le chapitre I du même arrêté, la section 4 est remplacée par ce qui suit :

« Section 4. Dérogations et obligations

Art. 5. Les CREAves, les personnes qu'ils mandatent et les vétérinaires de contrat sont autorisés à capturer et détenir les individus appartenant à une espèce protégée visée aux articles 2 à 2 ter de la loi du 12 juillet 1973 ou à une espèce gibier visée à l'article 1^{er} bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse trouvés orphelins, malades ou blessés dans le but d'assurer leur revalidation, en application de l'article 2sexies de la loi du 12 juillet 1973 et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 1997 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de revalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage.

Art. 5/1. L'exploitation d'un CREAves est soumise aux obligations suivantes :

1° le CREAves recueille et s'efforce de revalider tous les animaux appartenant à une espèce de faune européenne qui lui sont confiés ;

2° le CREAves s'assure les services d'un vétérinaire généraliste ou spécialisé dans les soins à apporter aux espèces que le CREAves est autorisé à accueillir et conclut avec lui un contrat ;

3° le CREAves assure un accueil quotidien des animaux en difficultés, communique les horaires d'ouverture au DNF et, en dehors des heures d'ouverture ou lorsque le CREAves est saturé, met en place un système de répondeur téléphonique pour orienter les découvreurs d'animaux en difficulté ;

4° le CREAVES s'assure que les personnes qui collaborent avec lui pour apporter les soins aux animaux reçoivent une formation de base portant sur le bien-être animal et les soins aux animaux sauvages et participent aux formations continues organisées à l'initiative du DNF ;

5° le CREAVES prend toutes les mesures prophylactiques nécessaires compte tenu des installations dont il dispose et évite de mettre en contact les animaux à revalider avec des espèces ou des races domestiques ;

6° seuls les animaux blessés, malades, affaiblis, trouvés dans une situation qui met en péril leur survie ou saisis par l'autorité peuvent être détenus. La détention, en ce compris le transport de ces animaux, est admise uniquement dans le but :

a) de les soigner puis de les remettre en liberté dès que l'animal est revalidé ;

b) de les détenir temporairement à la suite d'une saisie judiciaire ou administrative, le temps nécessaire pour que le juge ou le fonctionnaire sanctionnateur décide de leur destination ;

c) de les transférer dans un CREAVES autorisé à les accueillir lorsque le CREAVES ne dispose pas des équipements ou des compétences médicales pour prodiguer les soins nécessaires ou lorsque sa capacité d'accueil est saturée ;

d) lorsqu'ils appartiennent à une espèce considérée comme « gibier », de les transférer dans un parc d'élevage autorisé en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996 accordant des dérogations pour l'exploitation de certains parcs d'élevage d'animaux appartenant aux catégories « grand et autre gibiers » ainsi que pour l'achat, le transport et la vente de ces animaux d'élevage vivants ;

e) lorsqu'ils appartiennent à une espèce non indigène qui ne figure pas sur la liste des espèces exotiques préoccupantes, de les transférer dans un établissement disposant d'infrastructures qui rendent impossible leur évasion vers la nature ou de les transférer vers un centre de revalidation d'indigénat situé dans leur région ;

7° les animaux reçoivent une nourriture équilibrée et suffisamment abondante, conforme aux besoins de leur espèce et sont détenus dans de bonnes conditions d'hygiène ;

8° les locaux dans lesquels les animaux sont détenus sont convenablement ventilés et éclairés par de la lumière naturelle et sont régulièrement nettoyés et désinfectés ;

9° la détention des animaux a lieu au siège du CREAVES ou chez le vétérinaire de contrat pendant la durée nécessaire aux soins vétérinaires, sauf le cas particulier de la détention temporaire, par des collaborateurs du CREAVES valablement formés, d'animaux nécessitant des soins particuliers, sous le couvert d'une autorisation délivrée par le directeur, et sauf la détention temporaire dans une installation de préparation au lâcher ;

10° le CREAVES peut autoriser des collaborateurs à transporter des animaux de ou vers le CREAVES. Ces collaborateurs détiennent une carte d'identification délivrée par le directeur ;

11° tous les animaux accueillis sont :

a) soit encodés via une liste à numérotation continue dans un registre informatique qui permet de produire la liste des animaux sauvages présents dans le centre à une date donnée ainsi que la liste totale des animaux sauvages accueillis durant l'année en cours avec la précision de leur devenir ;

b) soit, au plus tard jusqu'au 31 décembre 2024, inscrits dans un registre papier à feuilles fixes dont le modèle est arrêté par l'inspecteur général. Ces enregistrements sont numérotés suivant une série ininterrompue ;

12° le registre est tenu à jour quotidiennement. Les agents du DNF peuvent à tout moment, pendant les heures d'ouverture du CREAVES, accéder aux installations et au registre afin de vérifier l'adéquation entre les données du registre et les animaux effectivement détenus. Les données figurant dans le registre sont conservées durant une période de cinq ans ;

13° à des fins de contrôle, le CREAVES conserve durant une période de douze mois les bons d'enlèvement ou de dépôt des cadavres, lesquels précisent au minimum le poids des cadavres enlevés, ainsi que la liste des cadavres correspondants ;

14° le CREAVES établit annuellement, et adresse à l'inspecteur général pour le 28 février au plus tard, un rapport relatif à l'année écoulée qui comprend au minimum, par groupe d'espèces, une indication du nombre d'individus accueillis et du nombre d'individus relâchés dans de bonnes conditions, une information sur les principales causes de blessures, sur les principales maladies ainsi que sur les cas particuliers rencontrés au cours de l'année écoulée ;

15° les animaux sauvages indigènes détenus ne sont pas cédés, vendus ou offerts en vente ;

16° les animaux revalidés sont relâchés dans un milieu correspondant à leur milieu de vie, autant que possible à proximité du site d'où ils proviennent ;

17° les animaux non indigènes ne sont pas relâchés. Ils sont cédés uniquement à des établissements disposant d'infrastructures qui rendent impossible leur évasion vers la nature ou sont transférés vers un centre de revalidation situé dans leur région d'indigénat ;

18° les animaux détenus issus de captivité ne sont pas relâchés ;

19° il est interdit de mettre sur pied des projets d'élevage qui impliquent des animaux en réadaptation résidant au CREAVES ;

20° les animaux détenus ne font pas l'objet d'une exposition au public dans un but lucratif. Ils peuvent être exposés au public dans le cadre d'activités d'information, d'éducation et de sensibilisation pour autant que les infrastructures le permettent sans occasionner de dérangement aux animaux détenus, en évitant aux animaux un contact visuel et sonore avec les visiteurs ;

21° les installations disposent de toutes les autres autorisations légales et réglementaires requises ;

22° le CREAVES et ses bénévoles collaborent aux contrôles des installations opérés par les services du DNF ou de l'Unité du bien-être animal du Service public de Wallonie - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, en abrégé « UBEA » ou par leurs sous-traitants et mettent en œuvre les recommandations formulées à cette occasion.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsqu'il ne dispose pas des équipements ou des compétences médicales pour prodiguer les soins nécessaires à leur revalidation ou lorsque sa capacité d'accueil est saturée, le CREAVES les transfère immédiatement dans un autre CREAVES, éventuellement situé dans une autre région ou dans un autre Etat si aucune infrastructure d'accueil appropriée n'est disponible en Wallonie, sans préjudice des autorisations requises pour le transport et la détention de l'animal dans cette région ou Etat.

Une dérogation à l'alinéa 1^{er}, 6°, peut être octroyée par l'inspecteur général lorsque les animaux blessés, malades, affaiblis, trouvés dans une situation qui met en péril leur survie ou saisis par l'autorité peuvent être revalidés mais non remis en liberté et que leur détention poursuit des fins pédagogiques ou scientifiques dûment motivés. La demande de dérogation doit être motivée. L'inspecteur général statue sur la demande et en informe le demandeur dans les 15 jours suivant la réception de la demande complète. En cas d'urgence dûment motivée par le demandeur, ce délai est ramené à 5 jours ouvrables.

Les informations visées à l'alinéa 1^{er}, 14°, peuvent être utilisées par le DNF à des fins d'information du public et pourront être publiées sur le portail web Biodiversité de la Région wallonne.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 16°, les oiseaux issus de saisie sont bagués préalablement à leur lâcher.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 17°, les individus appartenant à une espèce exotique préoccupante sont euthanasiés. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, le deuxième chapitre, intitulé « CHAPITRE II. – Des subventions », est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II. — Du subventionnement

Section 1^{re}. — Subvention pour l'aménagement et l'équipement d'un CREAVES

Art. 9. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la Région wallonne octroie une ou plusieurs subventions pour l'aménagement et pour l'équipement d'un CREAVES.

Le taux de la subvention est fixé à un maximum de septante pour cent des dépenses encourues.

Le montant subventionné est plafonné à 500.000 € par demandeur pour les dépenses liées à l'aménagement du CREAVES et à 40.000 € par demandeur pour les dépenses d'équipement du CREAVES.

§ 2. Les dépenses pour l'aménagement du CREAVES incluent les dépenses liées à l'acquisition d'un bâtiment ou d'un terrain, à la construction d'un bâtiment, en ce compris les frais d'architecte, les frais d'aménagement intérieur et extérieur du bâtiment ainsi que l'installation de volières, salles de soin et de quarantaine et de bâtiments annexes en lien avec la revalidation des espèces animales vivant à l'état sauvage.

Les dépenses d'équipement du CREAVES comprennent les équipements des salles de soin et autres espaces nécessaires à la revalidation des espèces animales vivant à l'état sauvage, tels que les équipements vétérinaires, sanitaires, de nourrissage, de rangement, de nettoyage ainsi que les cages qui permettent le transport et la détention des animaux revalidés.

§ 3. Afin de bénéficier d'une subvention pour l'aménagement d'un CREAVES d'un montant supérieur à 60.000 €, le CREAVES est constitué en association au sens de l'article 1:2 du Codes des sociétés et des associations.

Art. 9/1. § 1^{er}. Toute demande de subvention pour l'aménagement ou pour l'équipement d'un CREAVES est adressée à l'inspecteur général par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de la demande parmi les moyens visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2.

Le dossier de demande de subvention pour l'aménagement d'un CREAVES comporte :

- 1° la description du projet d'aménagement ;
- 2° un plan de situation et de cadastre ;
- 3° la preuve de consultation d'au moins trois entreprises pour le projet d'aménagement ;
- 4° le cahier spécial des charges, le métré descriptif et une copie des devis estimatifs.

Le dossier de demande de subvention pour l'équipement d'un CREAVES comporte :

- 1° la liste des équipements concernés ;
- 2° la preuve de consultation d'au moins trois entreprises pour le projet d'équipement ;
- 3° une copie des devis estimatifs.

§ 2. Dans les quinze jours de réception de la demande, l'inspecteur général en accuse réception et précise le cas échéant les éléments manquants et le délai pour communiquer ces éléments.

§ 3. L'inspecteur général transmet par simple courrier le dossier accompagné de son avis au Ministre qui statue et notifie sa décision dans les nonante jours à compter de la réception de la demande complète, au regard d'une analyse des besoins, de la qualité du projet et de l'adéquation des infrastructures avec les animaux qui feront l'objet d'une revalidation.

§ 4. La subvention est liquidée en deux tranches :

1° la première tranche correspond à cinquante pour cent du montant de la subvention, sur présentation d'une déclaration de créance ;

2° la deuxième tranche correspond au solde, plafonné au montant des factures liquidées, après vérification par le DNF des travaux effectués, sur présentation d'une déclaration de créance accompagnée des factures certifiées sincères et véritables et justificatives du coût total des travaux effectués.

Art. 9/2. § 1^{er}. En cas de retrait de l'agrément, le CREAVES est tenu de rembourser l'entièreté des subventions perçues pour l'aménagement du CREAVES après déduction d'un amortissement de 5% par an.

§ 2. En cas d'arrêt des activités du CREAVES constaté par le Ministre à la suite d'un courrier du CREAVES l'informant de son intention de cesser ses activités, le CREAVES est tenu de rembourser 70 % des subventions perçues pour l'aménagement du CREAVES après déduction d'un amortissement de 5% par an.

§ 3. L'inspecteur général est habilité à réclamer le remboursement des subventions.

Section 2. — Subvention pour le fonctionnement d'un CREAVES

Art. 10. § 1^{er}. Chaque CREAVES agréé peut demander annuellement une subvention de fonctionnement. Cette subvention est octroyée dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

§ 2. Cette subvention de fonctionnement comprend un forfait de base, couvrant une partie des frais liés au fonctionnement du centre, auquel s'ajoute une somme calculée au prorata de la moyenne de nombre d'animaux accueillis qui ont fait l'objet de soins durant les trois années précédentes.

Ces sommes sont calculées sur la base des montants cumulés qui suivent, la somme liée au nombre d'animaux accueillis étant calculée sur la base des tranches entamées.

Forfait de fonctionnement de base				
<400 individus	400-1000 individus	1001-1500 individus	1501-2000 individus	> 2000 individus
4.500 €	7.000 €	9.000 €	11.000 €	13.000 €
Forfait lié au nombre d'individus				
Mammifères non volants			3000 € par tranche de 100 animaux	
Rapaces, oiseaux d'eau, échassiers ou limicoles			1250 € par tranche de 50 animaux	
Autres oiseaux et chauves-souris			1250 € par tranche de 100 animaux	

Ces montants sont liés aux fluctuations de l'indice santé. L'indice santé est calculé sur la base de l'indice en vigueur à la date de promulgation du présent arrêté.

§ 3. Durant la première année faisant suite à la création du CREAVES ou à la modification de sa capacité d'accueil, la moyenne du nombre d'animaux accueillis est estimée sur la base de la capacité d'accueil du CREAVES multipliée par trois, puis celle-ci est revue au début de l'année qui suit, sur la base du nombre d'animaux réellement accueillis.

Durant la deuxième et troisième années faisant suite à la création du CREAVES ou à la modification de sa capacité d'accueil, la moyenne du nombre d'animaux accueillis est estimée sur la base du nombre d'animaux accueillis, respectivement durant l'année ou durant les deux années qui précèdent.

Art. 10/1. § 1^{er}. La demande de subvention pour les frais de fonctionnement est adressée à l'inspecteur général au plus tard le 28 février de l'année suivant les dépenses de fonctionnement au moyen du formulaire dont le modèle est arrêté par le Ministre.

Elle comporte un rapport financier circonstancié de l'année civile écoulée ainsi qu'un bilan indiquant le nombre d'animaux accueillis et révalidés, classés par catégories d'espèces et les causes de revalidation et de mortalités les plus souvent rencontrées.

Les preuves des dépenses sont conservées par les CREAVES pendant deux ans après la demande de subvention aux fins de contrôles éventuels par les services compétents.

§ 2. Dans les quinze jours de réception de la demande, l'inspecteur général en accuse réception et précise le cas échéant les éléments manquants et le délai pour communiquer ces éléments.

§ 3. L'inspecteur général transmet par simple courrier son avis au Ministre qui statue dans les soixante jours de la réception de la demande complète.

§ 4. La subvention est liquidée en une seule tranche dès notification de la subvention.

Section 3. — Contrôle

Art. 10/2. En vertu de l'article 61 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'inspecteur général est habilité à procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués et à réclamer le remboursement de tout ou partie des subventions visées au chapitre 4 dans les hypothèses visées à l'article 61, 5^o, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes. ».

Art. 4. Le Ministre qui a la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/47327]

27. SEPTEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 1997 bezüglich der Zulassung und der Subventionen der Zentren für die Wiedereingliederung von Tierarten, die natürlich in der Wildnis leben

Die Wallonische Regierung,

Gestützt auf das Naturschutzgesetz vom 12. Juli 1973, Artikel 2^{sexies}, Unterabsatz 2, geändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018;

Gestützt auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 1997 bezüglich der Zulassung und der Subventionen der Zentren für die Wiedereingliederung von Tierarten, die natürlich in der Wildnis leben

Gestützt auf die am 15. Juli 2022 abgegebene Stellungnahme des Finanzinspektors;

Gestützt auf die Zustimmung des Ministers für Haushalt, die am 19. Juli 2022 erteilt wurde;

Gestützt auf den Bericht vom 11. Juli 2022, der gemäß Artikel 3, 2^o des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Gestützt auf die Stellungnahme 197/2022 der Datenschutzbehörde, die am 19. September 2022 abgegeben wurde;

Gestützt aufgrund die Stellungnahme des Zentrums „Ländlicher Raum“, Abteilung „Natur“, die am 27. September 2022 abgegeben wurde;

Aufgrund der Stellungnahme 72.824/4 des Staatsrats, die am 15. Februar 2023 gemäß Artikel 84, Absatz 1, Unterabsatz 1, 2° der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, abgegeben wurde;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 1997 über die Zulassung und Subventionierung von Zentren für die Wiedereingliederung von natürlich in freier Wildbahn lebenden Tierarten wird vor dem ersten Kapitel ein Kapitel mit der Überschrift „KAPITEL 0 - Begriffsbestimmungen“ eingefügt, das wie folgt lautet:

„KAPITEL 0 — Begriffsbestimmungen

Artikel 0. Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° CREAVES: das in der Wallonischen Region ansässige und gemäß dem vorliegenden Erlass zugelassene Zentrum zur Wiedereingliederung wildlebender Tierarten, das verletzte, kranke oder geschwächte Wildtiere, die ihm anvertraut werden, kostenlos aufnimmt, pflegt und sich um ihre Wiederaufwertung bemüht, mit dem Ziel, sie in ihrem natürlichen Lebensraum freizulassen;

2° der Direktor: der Direktor der Direktion für Natur und Grünflächen der ANF;

3. die ANF: die Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie - Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

4° besorgniserregende gebietsfremde Art: Art, die in der gemäß Artikel 4 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten angenommenen Liste der für die Union besorgniserregenden invasiven gebietsfremden Arten oder in der Liste der für Belgien besorgniserregenden invasiven gebietsfremden Arten aufgeführt ist, gemäß Artikel 12 derselben Verordnung und den Artikeln 32 bis 36 des Kooperationsabkommens vom 30. Januar 2019 zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten;

5° nicht-einheimische Art: Art, die nicht natürlich in freier Wildbahn auf dem Gebiet Belgiens lebt oder die sich dort seit weniger als zwei Jahrhunderten angesiedelt hat;

6° der sanktionierende Beamte: der in Artikel D.156 des Buches Ides Umweltgesetzbuches genannte regionale sanktionierende Beamte, der von der Regierung zur Anwendung der in Teil VIII des Buches Ides Umweltgesetzbuches genannten Verwaltungsbußen ernannt wird;

7° der Generalinspektor: der Generalinspektor der ANF;

8° das Gesetz vom 12. Juli 1973: das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

9° der Minister: der für die Erhaltung der Natur in der Wallonischen Region zuständige Minister;

10° das Zentrum „Ländlicher Raum“: das Zentrum „Ländlicher Raum“, das in Artikel 2/6 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der beratenden Funktion genannt wird;

11° der Vertragstierarzt: ein im Verzeichnis der Tierärztekammer eingetragener Tierarzt, der im Gesetz vom 19. Dezember 1950 zur Gründung des Ordens der Tierärzte genannt wird, der einen Vertrag mit jedem CREAVES oder seinem im gegenseitigen Einvernehmen bestimmten Stellvertreter abschließt“.

Art. 2 - In Kapitel I desselben Erlasses wird Abschnitt 4 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Abschnitt 4 — Ausnahmen und Verpflichtungen

Art. 5. Die CREAVES, die von ihnen beauftragten Personen und die Vertragstierärzte sind befugt, Individuen, die einer geschützten Art gemäß den Artikeln 2 bis 2 ter des Gesetzes vom 12. Juli 1973 oder einer Wildart gemäß Artikel 1 bis des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd angehören und als Waisen, krank oder verletzt gefunden werden, einzufangen und zu halten, mit dem Ziel, ihre Wiedereingliederung zu gewährleisten, in Anwendung von Artikel 2sexies des Gesetzes vom 12. Juli 1973 und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 1997 über die Zulassung und die Subventionen der Zentren für die Wiedereingliederung von natürlich in der Wildnis lebenden Tierarten.

Art. 5/1. Der Betrieb eines CREAVES unterliegt den folgenden Pflichten:

1° Das CREAVES nimmt alle ihm anvertrauten Tiere, die zu einer Art der europäischen Fauna gehören, auf und bemüht sich um ihre Wiedereingliederung;

2° Das CREAVES nimmt die Dienste eines Tierarztes in Anspruch, der entweder Allgemeinmediziner oder auf die Behandlung der Arten, die das CREAVES aufnehmen darf, spezialisiert ist, und schließt mit diesem einen Vertrag;

3° Das CREAVES gewährleistet eine tägliche Aufnahme von Tieren in Schwierigkeiten, teilt der ANF die Öffnungszeiten mit und richtet außerhalb der Öffnungszeiten oder wenn das CREAVES überlastet ist, ein Anrufbeantwortersystem ein, um Finder von Tieren in Schwierigkeiten weiterzuleiten;

4° Das CREAVES stellt sicher, dass die Personen, die mit ihm bei der Pflege der Tiere zusammenarbeiten, eine Grundausbildung in Tierschutz und Wildtierpflege erhalten und an Weiterbildungen teilnehmen, die auf Initiative der ANF organisiert werden;

5° Das CREAVES ergreift alle prophylaktischen Maßnahmen, die unter Berücksichtigung der ihm zur Verfügung stehenden Einrichtungen notwendig sind, und vermeidet, dass die wieder einzugliedernden Tiere mit Haustierarten oder -rassen in Kontakt kommen;

6° Nur verletzte, kranke oder geschwächte Tiere, die in einer Situation angetroffen werden, die ihr Überleben gefährdet, oder die von der Behörde beschlagnahmt wurden, dürfen gehalten werden. Die Haltung, einschließlich des Transports, dieser Tiere ist nur zu dem Zweck zulässig:

a) sie zu pflegen und dann wieder freizulassen, sobald das Tier erfolgreich behandelt wurde;

b) sie nach einer gerichtlichen oder behördlichen Beschlagnahme vorübergehend in Gewahrsam zu nehmen, bis der Richter oder der sanktionierende Beamte über ihre Bestimmung entschieden hat;

c) sie in ein CREAVES zu verlegen, das zur Aufnahme dieser Tiere berechtigt ist, wenn das CREAVES nicht über die Ausrüstung oder das medizinische Fachwissen verfügt, um die erforderliche Versorgung zu leisten, oder wenn seine Aufnahmekapazität überlastet ist;

d) sie, wenn sie einer als „Wild“ eingestuften Art angehören, in einen Zuchtpark zu verbringen, der gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 1996 zur Gewährung von Ausnahmen für den Betrieb bestimmter Zuchtparks für Tiere der Kategorien „Großwild und anderes Wild“ sowie für den Kauf, den Transport und den Verkauf dieser lebenden Zuchttiere zugelassen ist;

e) sie, wenn sie zu einer nicht-heimischen Art gehören, die nicht auf der Liste der besorgniserregenden nicht-heimischen Arten steht, sie in eine Einrichtung mit einer Infrastruktur zu bringen, die eine Flucht in die Wildnis unmöglich macht, oder sie in eine in ihrer Region gelegene Einrichtung zur Wiedereingliederung einheimischer Tiere zu bringen;

7° Die Tiere erhalten eine ausgewogene und ausreichende Nahrung, die den Bedürfnissen ihrer Art entspricht, und werden unter guten hygienischen Bedingungen gehalten;

8° Die Räumlichkeiten, in denen die Tiere gehalten werden, werden angemessen belüftet, mit natürlichem Licht beleuchtet, regelmäßig gereinigt und desinfiziert;

9° Die Haltung der Tiere erfolgt am Sitz des CREAVES oder beim Vertragstierarzt während der für die tierärztliche Versorgung erforderlichen Zeit, mit Ausnahme des Sonderfalls der vorübergehenden Haltung von Tieren, die besonderer Pflege bedürfen, durch entsprechend ausgebildete Mitarbeiter des CREAVES mit einer vom Direktor erteilten Genehmigung und mit Ausnahme der vorübergehenden Haltung in einer Einrichtung zur Vorbereitung der Freilassung;

10° Das CREAVES kann Mitarbeitern erlauben, Tiere von oder zu der CREAVES zu transportieren. Diese Mitarbeiter besitzen eine vom Direktor ausgestellte Identifikationskarte;

11° *Alle aufgenommenen Tiere werden:*

a) entweder über eine fortlaufend nummerierte Liste in ein Computerregister eingegeben das es ermöglicht, eine Liste der zu einem bestimmten Zeitpunkt in der Station vorhandenen Wildtiere sowie eine Gesamtliste der im laufenden Jahr aufgenommenen Wildtiere mit genauen Angaben zu ihrem Verbleib zu erstellen;

b) oder sie werden spätestens bis zum 31. Dezember 2024 in ein Papierregister mit festen Blättern eingetragen, dessen Muster vom Generalinspektor festgelegt wird. Diese Datensätze werden in einer ununterbrochenen Reihe nummeriert;

12° Das Register wird täglich aktualisiert. Die Beamten der ANF können während der Öffnungszeiten des CREAVES jederzeit Zugang zu den Einrichtungen und dem Register erhalten, um zu überprüfen, ob die Angaben im Register mit den tatsächlich gehaltenen Tieren übereinstimmen. Die Daten im Register werden für einen Zeitraum von fünf Jahren aufbewahrt;

13° Zu Kontrollzwecken bewahrt das CREAVES zwölf Monate lang die Abhol- oder Abgabescheine für die Kadaver auf, die mindestens das Gewicht der entfernten Kadaver enthalten, sowie die Liste der entsprechenden Kadaver;

14° Das CREAVES erstellt jährlich einen Bericht über das vergangene Jahr und übermittelt ihn dem Generalinspektor bis spätestens 28. Februar; dieser Bericht enthält mindestens, nach Artengruppen gegliedert, Angaben über die Zahl der aufgenommenen Tiere und die Zahl der unter guten Bedingungen freigelassenen Tiere, Informationen über die wichtigsten Verletzungsursachen, die wichtigsten Krankheiten sowie über besondere Fälle, die im abgelaufenen Jahr aufgetreten sind;

15° Die gehaltenen einheimischen Wildtiere werden nicht veräußert, verkauft oder zum Verkauf angeboten;

16° Die wiedereinzugliedernden Tiere werden in einer ihrem Lebensraum entsprechenden Umgebung freigelassen, so weit wie möglich in der Nähe des Ortes, von dem sie stammen;

17° Nicht-einheimische Tiere werden nicht freigelassen. Sie werden nur an Einrichtungen abgegeben, die über eine Infrastruktur verfügen, die eine Flucht in die Wildnis unmöglich macht, oder sie werden in ein Wiedereingliederungszentrum in der Region, in der sie heimisch sind, überführt;

18° Aus der Gefangenschaft stammende gehaltene Tiere werden nicht freigelassen;

19° Es ist verboten, Zuchtprojekte ins Leben zu rufen, an denen wiedereinzugliedernde Tiere beteiligt sind, die im CREAVES leben;

20° Die gehaltenen Tiere werden nicht zu Erwerbszwecken öffentlich zur Schau gestellt. Sie können der Öffentlichkeit im Rahmen von Informations-, Bildungs- und Sensibilisierungsmaßnahmen gezeigt werden, sofern die Infrastruktur dies zulässt, ohne dass die gehaltenen Tiere gestört werden, indem die Tiere keinen Sicht- und Hörkontakt zu den Besuchern haben;

21° Die Einrichtungen verfügen über alle anderen erforderlichen gesetzlichen und behördlichen Genehmigungen;

22° Das CREAVES und seine Freiwilligen arbeiten bei den Kontrollen der Anlagen mit, die von den Dienststellen der ANF oder der Tierschutzeinheit des Öffentlichen Dienstes der Wallonie - Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, abgekürzt „UBEA“, oder von deren Subunternehmern durchgeführt werden, und setzen die bei dieser Gelegenheit formulierten Empfehlungen um.

Abweichend von Unterabsatz 1, 1° verlegt das CREAVES, wenn es nicht über die Ausrüstung oder die medizinischen Kompetenzen verfügt, um die für ihre Wiedereingliederung notwendige Pflege zu leisten, oder wenn seine Aufnahmekapazität gesättigt ist, diese Tiere unverzüglich in ein anderes CREAVES, das sich eventuell in einer anderen Region oder in einem anderen Staat befindet, wenn in der Wallonie keine geeignete Aufnahmeinfrastruktur verfügbar ist, unbeschadet der erforderlichen Genehmigungen für den Transport und die Haltung des Tieres in dieser Region oder in diesem Staat.

Eine Ausnahme von Unterabsatz 1, 6° kann vom Generalinspektor gewährt werden, wenn verletzte, kranke oder geschwächte Tiere, die in einer ihr Überleben gefährdenden Situation angetroffen oder von der Behörde beschlagnahmt wurden, erfolgreich behandelt, aber nicht freigelassen werden können und ihre Haltung pädagogischen oder wissenschaftlichen Zwecken dient, die hinreichend begründet sind. Der Antrag auf eine Ausnahmegenehmigung muss begründet werden. Der Generalinspektor entscheidet über den Antrag und teilt dies dem Antragsteller innerhalb von 15 Tagen nach Eingang des vollständigen Antrags mit. In dringenden Fällen, die vom Antragsteller ordnungsgemäß begründet werden müssen, wird diese Frist auf fünf Arbeitstage verkürzt.

Die in Unterabsatz 1, 14° genannten Informationen können von der ANF zu Zwecken der Information der Öffentlichkeit verwendet werden und können auf dem Webportal Biodiversität der Wallonischen Region veröffentlicht werden.

Für die Anwendung von Unterabsatz 1, 16° werden aus Beschlagnahmen stammende Vögel vor ihrer Freilassung beringt.

Für die Anwendung von Unterabsatz 1, 17° werden Individuen, die zu einer besorgniserregenden exotischen Art gehören, eingeschläfert.⁴

Art. 3 - In demselben Erlass wird das zweite Kapitel mit der Überschrift „KAPITEL II. - Subventionen“, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Kapitel II — Subventionierung

Abschnitt 1— Subvention für die Einrichtung und Ausstattung eines CREAVES

Art. 9. Absatz 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Wallonische Region eine oder mehrere Subventionen für die Einrichtung und Ausstattung eines CREAVES.

Die Subvention wird auf maximal sieben Prozent der entstandenen Kosten festgesetzt.

Der bezuschusste Betrag ist auf 500.000 € pro Antragsteller für Ausgaben im Zusammenhang mit der Einrichtung des CREAVES und auf 40.000 € pro Antragsteller für Ausgaben für die Ausstattung des CREAVES begrenzt.

Absatz 2. Die Ausgaben für die Einrichtung des CREAVES umfassen die Ausgaben für den Erwerb eines Gebäudes oder Grundstücks, den Bau eines Gebäudes einschließlich der Architektenkosten, die Kosten für die Innen- und Außeneinrichtung des Gebäudes sowie die Einrichtung von Volieren, Pflege- und Quarantänerräumen und Nebengebäuden im Zusammenhang mit der Wiedereingliederung wildlebender Tierarten.

Die Ausgaben für die Ausstattung des CREAVES umfassen die Ausstattung von Behandlungsräumen und anderen Räumen, die für die Wiedereingliederung von wildlebenden Tierarten erforderlich sind, wie z. B. Veterinär-, Sanitär-, Fütterungs-, Aufbewahrungs- und Reinigungsgeräte sowie Käfige, die den Transport und die Haltung der wiederinzugliedernden Tiere ermöglichen.

Absatz 3. Um einen Zuschuss für die Einrichtung eines CREAVES in Höhe von mehr als 60.000 € zu erhalten, muss das CREAVES als Verein im Sinne von Artikel 1:2 des Gesetzbuchs für Gesellschaften und Vereine gegründet werden.

Art. 9/1. Absatz 1. Jeder Antrag auf eine Subvention für die Einrichtung oder Ausstattung eines CREAVES ist an den Generalinspektor zu richten, und zwar auf eine Weise, die unter den in Artikel 3, Absatz 1, Unterabsatz 2 genannten Mitteln ein sicheres Datum für die Absendung und den Empfang des Antrags verleiht.

Die Unterlagen für den Antrag auf Subventionierung der Einrichtung eines CREAVES umfassen:

- 1° die Beschreibung des Einrichtungsprojekts;
- 2° ein Lage- und Katasterplan;
- 3° der Nachweis, dass mindestens drei Unternehmen für das Einrichtungsprojekt konsultiert wurden;
- 4° das spezielle Lastenheft, das beschreibende Aufmaß und eine Kopie der Kostenvoranschläge.

Die Unterlagen für den Antrag auf Subventionierung der Ausstattung eines CREAVES umfassen:

- 1° die Liste der betroffenen Ausrüstungsgegenstände;
- 2° der Nachweis, dass mindestens drei Unternehmen für das Ausstattungsprojekt konsultiert wurden;
- 3° eine Kopie der Kostenvoranschläge.

Absatz 2. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt des Antrags bestätigt der Generalinspektor dessen Eingang und nennt gegebenenfalls die fehlenden Elemente und die Frist für die Mitteilung dieser Elemente.

Absatz 3. Der Generalinspektor leitet die Akte mit seiner Stellungnahme per einfachem Brief an den Minister weiter, der innerhalb von neunzig Tagen nach Erhalt des vollständigen Antrags entscheidet und seine Entscheidung mitteilt, wobei er sich auf eine Bedarfsanalyse, die Qualität des Projekts und die Eignung der Infrastruktur für die Tiere, die Gegenstand der Wiedereingliederung sein werden, stützt.

Absatz 4. Die Subvention wird in zwei Tranchen ausgezahlt:

- 1° Die erste Tranche entspricht fünfzig Prozent des Subventionsbetrags, gegen Vorlage einer Forderungsanmeldung;
- 2° die zweite Tranche entspricht dem Restbetrag bis zur Höhe der beglichenen Rechnungen, nachdem die ANF die durchgeführten Arbeiten überprüft hat, nach Vorlage einer Forderungsanmeldung mit beglaubigten und wahrheitsgetreuen Rechnungen, die die Gesamtkosten der durchgeführten Arbeiten belegen.

Art. 9/2. Absatz 1. Bei Entzug der Zulassung ist das CREAVES verpflichtet, die gesamten für die Einrichtung von CREAVES erhaltenen Subventionen nach Abzug einer Abschreibung von 5 % pro Jahr zurückzuzahlen.

Absatz 2. Im Falle der Einstellung der Tätigkeit des CREAVES, die vom Minister aufgrund eines Schreibens des CREAVES, in dem er von dessen Absicht, seine Tätigkeit einzustellen, unterrichtet wird, festgestellt wird, ist das CREAVES verpflichtet, 70 % der für die Einrichtung des CREAVES erhaltenen Subventionen nach Abzug einer Abschreibung von 5 % pro Jahr zurückzuzahlen.

Absatz 3. Der Generalinspektor ist berechtigt, die Rückzahlung der Subventionen zu fordern.

Abschnitt 2. Subvention für den Betrieb eines CREAVES

Art. 10. Absatz 1. Jedes anerkannte CREAVES kann jährlich einen Betriebskostenzuschuss beantragen. Diese Subvention wird im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt.

Absatz 2. Dieser Betriebskostenzuschuss umfasst eine Grundpauschale, die einen Teil der mit dem Betrieb des Zentrums verbundenen Kosten abdeckt, zuzüglich eines Betrags, der im Verhältnis zur durchschnittlichen Anzahl der aufgenommenen Tiere, die in den drei vorangegangenen Jahren betreut wurden, berechnet wird.

Diese Summen werden auf der Grundlage der folgenden kumulierten Beträge berechnet, wobei die Summe, die sich auf die Anzahl der aufgenommenen Tiere bezieht, auf der Grundlage der angefangenen Tranchen berechnet wird.

Betriebskostengrundpauschale				
<400 Individuen	400-1000 Individuen	1001-1500 Individuen	1501-2000 Individuen	> 2000 Individuen
4.500 €	7.000 €	9.000 €	11.000 €	13.000 €
An die Anzahl der Individuen gebundene Pauschale				
Nicht fliegende Säugetiere			3000 € pro 100 Tiere	
Greifvögel, Wasservögel, Watvögel oder Regenpfeiferartige			1250 € pro 50 Tiere	
Andere Vögel und Fledermäuse			1250 € pro 100 Tiere	

Diese Beträge sind an die Schwankungen des Gesundheitsindex gebunden. Der Gesundheitsindex wird auf der Grundlage des zum Zeitpunkt der Verkündung dieses Erlasses geltenden Indexes berechnet.

Absatz 3. Im ersten Jahr nach Gründung des CREAVES oder der Änderung seiner Aufnahmekapazität wird der Durchschnitt der Anzahl der aufgenommenen Tiere auf der Grundlage der mit drei multiplizierten Aufnahmekapazität des CREAVES geschätzt; dieser wird dann zu Beginn des folgenden Jahres auf der Grundlage der Anzahl der tatsächlich aufgenommenen Tiere überprüft.

Im zweiten und dritten Jahr nach der Einrichtung des CREAVES oder der Änderung der Aufnahmekapazität wird die durchschnittliche Anzahl der aufgenommenen Tiere auf der Grundlage der Anzahl der Tiere geschätzt, die im Jahr bzw. in den beiden vorangegangenen Jahren aufgenommen wurden.

Art. 10/1. Absatz 1. Der Antrag auf einen Zuschuss zu den Betriebskosten ist bis zum 28. Februar des auf die Betriebskosten folgenden Jahres beim Generalinspektor unter Verwendung des Formulars einzureichen, dessen Muster vom Minister festgelegt wird.

Er umfasst einen ausführlichen Finanzbericht für das abgelaufene Kalenderjahr sowie eine Bilanz, aus der die Zahl der aufgenommenen und wiedereingegliederten Tiere, aufgeschlüsselt nach Artenkategorien, und die häufigsten Ursachen für die Wiedereingliederung und die Sterblichkeitsraten hervorgehen.

Die Nachweise über die Ausgaben werden von den CREAVES zwei Jahre lang nach der Beantragung der Subvention für mögliche Kontrollen durch die zuständigen Stellen aufbewahrt.

Absatz 2. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt des Antrags bestätigt der Generalinspektor dessen Eingang und nennt gegebenenfalls die fehlenden Elemente und die Frist für die Mitteilung dieser Elemente.

Absatz 3. Der Generalinspektor übermittelt seine Stellungnahme per einfachem Brief an den Minister, der innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des vollständigen Antrags entscheidet.

Absatz 4 Die Subvention wird in einer einzigen Tranche ab Bekanntgabe der Subvention abgerechnet.

Abschnitt 3. Kontrolle

Art. 10/2. Gemäß Artikel 61 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 über die Organisation des Haushalts, der Buchführung und der Berichterstattung der Einheiten der wallonischen öffentlichen Verwaltung ist der Generalinspektor befugt, vor Ort die Verwendung der zugewiesenen Mittel zu kontrollieren und die Rückzahlung der gesamten oder eines Teils der in Kapitel 4 genannten Subventionen in den in Artikel 61, 5°, des Dekrets vom 15. Dezember 2011 über die Organisation des Haushalts, der Buchführung und der Berichterstattung der Einheiten der wallonischen öffentlichen Verwaltung genannten Hypothesen zu fordern.“

Art. 4 - Der für die Natur zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 27. September 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/47327]

27 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 1997 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de revalidatiecentra voor in het wild levende inheemse diersoorten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het Natuurbehoud, artikel 2sexies, lid 2, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 1997 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de revalidatiecentra voor in het wild levende inheemse diersoorten ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 juli 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2022;

Gelet op het rapport van 11 juli 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2024 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 197/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 september 2022;

Gelet op het advies van de beleidsgroep “Landelijke aangelegenheden”, afdeling “Natuur”, gegeven op 27 september 2022;

Gelet op advies 72.824/4 van de Raad van State, gegeven op 15 februari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 1997 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de revalidatiecentra voor in het wild levende inheemse diersoorten wordt vóór het eerste hoofdstuk een hoofdstuk ingevoegd met als opschrift: “HOOFDSTUK 0 – Begripsomschrijvingen”, dat als volgt luidt:

“HOOFDSTUK 0.- Begripsomschrijvingen

Artikel 0. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° “CREAVES”: het krachtens dit besluit erkende centrum voor de revalidatie van in het wild levende dieren dat in het Waalse Gewest gevestigd is, dat gewonde, zieke of verzwakte wilde dieren die aan het centrum worden toevertrouwd, opneemt, verzorgt en tracht gratis te revalideren, met als doel ze in hun natuurlijke omgeving vrij te laten;

2° directeur: de directeur van de directie Natuur en Groengebieden van het Departement Natuur en Bossen;

3° “DNF”: het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

4° zorgwekkende uitheemse soorten : soorten die voorkomen op de lijst van zorgwekkende invasieve uitheemse soorten voor de Unie, vastgesteld overeenkomstig artikel 4 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014

5° niet-inheemse soort: een soort die van nature niet in het wild voorkomt op het Belgisch grondgebied of die er minder dan twee eeuwen is ingeburgerd;

6° de sanctionerend ambtenaar: de gewestelijke sanctionerend ambtenaar, vermeld in artikel D.156 van boek I van het Milieuwetboek, door de Regering aangesteld om de administratieve geldboeten, vermeld in deel VIII van boek I van hetzelfde Wetboek, toe te passen;

7° inspecteur-generaal: de inspecteur-generaal van het “DNF”;

8° wet van 12 juli 1973: de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

9° Minister: de Minister bevoegd voor het natuurbehoud in het Waalse Gewest;

10° beleidsgroep “Landelijke Aangelegenheden”: beleidsgroep “Landelijke Aangelegenheden” bedoeld in artikel 2/6 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie;

11° contractdierenarts: een dierenarts ingeschreven op de lijst van de Orde, bedoeld in de wet van 19 december 1950 tot instelling van de Orde der Dierenartsen, die een contract aangaat met een “CREAVES” of zijn vervanger, aangewezen in onderling overleg.”.

Art. 2. In hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt afdeling 4 vervangen als volgt:

“Afdeling 4. Afwijkingen en verplichtingen

Art. 5. De CREAVES-centra, de personen die ze aanstellen en de contractdierenartsen zijn gemachtigd om individuen te vangen en vast te houden die behoren tot een beschermde diersoort bedoeld in de artikelen 2 tot 2ter van de wet van 12 juli 1973 of tot een wildsoort bedoeld in artikel 1 bis van de jachtwet van 28 februari 1882 die verweesd ziek of gewond worden aangetroffen met het oog op hun revalidatie, in toepassing van artikel 2sexies van de wet van 12 juli 1973 en het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 1997 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de revalidatiecentra voor in het wild levende inheemse diersoorten.

Art. 5/1. De exploitatie van een CREAVES-centrum is onderworpen aan de volgende verplichtingen:

1° CREAVES neemt alle dieren die behoren tot een Europese diersoort en die aan zijn zorg zijn toevertrouwd op en probeert ze te verzorgen;

2° CREAVES verzekert zich van de diensten van een algemene dierenarts of van een dierenarts die gespecialiseerd is in de verzorging van de diersoort waarvoor CREAVES bevoegd is en sluit een contract met hem af;

3° CREAVES ontvangt dagelijks dieren in moeilijkheden, informeert het “DNF” over zijn openingsuren en stelt buiten de openingsuren of wanneer CREAVES volzet is, een telefoonbeantwoordingssysteem in om mensen die dieren in moeilijkheden ontdekken door te verwijzen;

4° CREAVES zorgt ervoor dat de mensen die met hem samenwerken om de dieren te verzorgen een basisopleiding krijgen in dierenwelzijn en de verzorging van wilde dieren en deelnemen aan permanente opleidingen die op initiatief van het “DNF” worden georganiseerd;

5° CREAVES neemt alle nodige profylactische maatregelen, rekening houdend met de voorzieningen waarover het beschikt, en vermijdt dat de te revalideren dieren in contact komen met als huisdier gehouden soorten of rassen;

6° *alleen dieren die gewond, ziek of verzwakt zijn, die zich in een situatie bevinden die hun voortbestaan in gevaar brengt of die door de overheid in beslag zijn genomen, mogen worden gehouden. Deze dieren mogen worden gehouden, ook vervoerd, uitsluitend met het doel om :*

a) ze te verzorgen en vervolgens vrij te laten zodra het dier is gerehabiliteerd ;

b) ze tijdelijk vast te houden na een gerechtelijke of administratieve inbeslagname, gedurende de tijd die de rechter of de sanctionerend ambtenaar nodig heeft om over hun bestemming te beslissen;

c) ze over te brengen naar een CREAVES-centrum dat gemachtigd is om ze op te vangen wanneer CREAVES niet over de uitrusting of de medische vaardigheden beschikt om de nodige zorgen te verstrekken of wanneer zijn capaciteit verzadigd is;

d) wanneer ze behoren tot een soort die als “wild” wordt beschouwd, ze over te brengen naar een kweekpark dat erkend is krachtens het besluit van de Waalse regering van 25 april 1996 tot toekenning van afwijkingen voor de uitbating van bepaalde kweekparken van dieren van de categorieën “grof en overig wild”, alsook voor de aankoop, het vervoer en de verkoop van deze levende gekweekte dieren;

e) wanneer zij behoren tot een niet-inheemse soort die niet voorkomt op de lijst van exotische diersoorten die aanleiding geven tot bezorgdheid, hen over te brengen naar een inrichting met voorzieningen die het hen onmogelijk maken in het wild te ontsnappen of hen over te brengen naar een inheems revalidatiecentrum in hun regio;

7° de dieren krijgen een evenwichtige en voldoende overvloedige voeding, in overeenstemming met de behoeften van hun soort, en worden in goede hygiënische omstandigheden gehouden;

8° de lokalen waarin de dieren worden gehouden, zijn voldoende geventileerd, hebben daglicht en worden regelmatig gereinigd en ontsmet;

9° de dieren worden gehouden op de zetel van CREAVES of bij de contractdierenarts gedurende de tijd die nodig is voor de diergeneeskundige verzorging, behalve in het bijzondere geval van het tijdelijk houden, door naar behoren opgeleide medewerkers van CREAVES, van dieren die een bijzondere verzorging nodig hebben, onder dekking van een door de directeur verleende toelating, en met uitzondering van het tijdelijk houden in een inrichting om de vrijlating voor te bereiden;

10° CREAVES kan medewerkers toestemming geven om dieren van of naar CREAVES te vervoeren. Deze medewerkers zijn in het bezit van een door de directeur uitgereikte identificatiekaart;

11° alle opgevangen dieren zijn :

a) hetzij gecodeerd door middel van een doorlopend genummerde lijst in een gecomputeriseerd register aan de hand waarvan een lijst kan worden opgesteld van wilde dieren die op een bepaalde datum in het centrum aanwezig zijn, alsmede een totale lijst van wilde dieren die in het lopende jaar zijn opgevangen, met vermelding van hun lot ;

b) hetzij, tot uiterlijk 31 december 2024, opgenomen in een papieren register met een vast blad waarvan het model wordt vastgesteld door de inspecteur-generaal. Deze registers worden in een ononderbroken reeks genummerd;

12° het register wordt dagelijks bijgewerkt. De ambtenaren van het "DNF" kunnen tijdens de openingsuren van CREAVES te allen tijde de installaties en het register raadplegen om na te gaan of de gegevens in het register overeenstemmen met de werkelijk gehouden dieren. De gegevens in het register worden vijf jaar bewaard;

13° CREAVES bewaart voor controledoelinden gedurende twaalf maanden de bewijzen voor de verwijdering en het achterlaten van de kadavers, die minstens het gewicht van de verwijderde kadavers vermelden, alsook de lijst van de overeenkomstige kadavers;

14° CREAVES stelt een jaarverslag op en zendt het uiterlijk op 28 februari toe aan de inspecteur-generaal, dat betrekking heeft op het voorgaande jaar en voor elke soortengroep ten minste een opgave bevat van het aantal opgevangen exemplaren en het aantal exemplaren dat in goede omstandigheden is vrijgelaten, informatie over de belangrijkste oorzaken van verwondingen, de belangrijkste ziekten en eventuele bijzondere gevallen die zich in het voorgaande jaar hebben voorgedaan;

15° gehouden inheemse wilde dieren worden niet overgedragen, verkocht of te koop aangeboden ;

16° gerevalideerde dieren worden vrijgelaten in een omgeving die overeenkomt met hun leefomgeving, zo dicht mogelijk bij de locatie waar ze vandaan komen;

17° niet-inheemse dieren worden niet vrijgelaten. Ze worden alleen verkocht aan instellingen met een infrastructuur die het onmogelijk maakt dat ze in het wild ontsnappen of ze worden overgebracht naar een revalidatiecentrum in hun geboortestreek;

18° dieren die in gevangenschap worden gehouden, worden niet vrijgelaten;

19° het is verboden om fokprojecten op te zetten met dieren die gerehabiliteerd worden en in CREAVES verblijven;

20° de gehouden dieren worden niet met winstoogmerk tentoongesteld aan het publiek. Ze mogen wel aan het publiek worden tentoongesteld in het kader van informatie-, opvoedings- en sensibiliseringsactiviteiten, op voorwaarde dat de infrastructuur dit toelaat zonder de gehouden dieren te storen en zonder dat de dieren in visueel of geluidsmatig contact komen met de bezoekers;

21° de installaties beschikken over alle andere vereiste wettelijke en reglementaire toelatingen;

22° CREAVES en zijn vrijwilligers meewerken aan de inspecties van de inrichtingen die worden uitgevoerd door de diensten van het "DNF" of de Eenheid Dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, afgekort "UBEA", of door hun onderaannemers, en de bij die gelegenheid geformuleerde aanbevelingen uitvoeren.

In afwijking van lid 1, 1°, en wanneer CREAVES niet over de uitrusting of de medische vaardigheden beschikt om de nodige zorgen te verstrekken voor hun revalidatie of wanneer zijn opvangcapaciteit verzadigd is, draagt CREAVES hen onmiddellijk over aan een ander CREAVES-centrum, eventueel gelegen in een ander gewest of in een andere Staat indien er geen geschikte opvanginfrastructuur beschikbaar is in Wallonië, onverminderd de vergunningen die vereist zijn voor het vervoer en het houden van het dier in dit gewest of deze Staat.

Een afwijking van lid 1, 6°, kan worden toegestaan door de inspecteur-generaal wanneer dieren die gewond, ziek of verzwakt zijn, die zich in een situatie bevinden die hun overleving in gevaar brengt of die door de overheid in beslag zijn genomen, opnieuw kunnen worden gerevalideerd maar niet worden vrijgelaten en wanneer het houden ervan gebeurt voor naar behoren gerechtvaardigde educatieve of wetenschappelijke doeleinden. Het verzoek om vrijstelling moet worden gemotiveerd. De inspecteur-generaal beslist over de aanvraag en informeert de aanvrager binnen 15 dagen na ontvangst van de volledige aanvraag. In geval van een door de aanvrager naar behoren gemotiveerde nood situatie wordt deze termijn verkort tot 5 werkdagen.

De in lid 1, 4°, bedoelde informatie kan door het "DNF" worden gebruikt voor publieke informatiedoeleinden en kan worden gepubliceerd op het we portaal "Bidodiversité" van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van lid 1, 16°, worden vogels die het gevolg zijn van inbeslagname geringd voordat ze worden vrijgelaten.

Voor de toepassing van lid 1, 17°, worden individuen die behoren tot een uitheemse soort die zorgen baart, geëuthanaseerd."

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt het tweede hoofdstuk, met als opschrift "HOOFDSTUK II. – Subsidies" vervangen als volgt:

"Hoofdstuk II. — Subsidiëring

Afdeling 1. — Subsidie voor de inrichting en uitrusting van een CREAVES-centrum

Art. 9. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent het Waalse Gewest één of meer subsidies voor de inrichting en uitrusting van een CREAVES-centrum.

Het subsidiepercentage is vastgesteld op maximaal zeventig procent van de gemaakte kosten.

De maximale subsidie bedraagt €500.000 per aanvrager voor de uitgaven in verband met de inrichting van CREAVES en €40.000 per aanvrager voor uitgaven in verband met de uitrusting van CREAVES.

§ 2. Uitgaven voor de inrichting van CREAVES omvatten uitgaven voor de aankoop van een gebouw of grond, de bouw van een gebouw, met inbegrip van honoraria van architecten, de kosten voor de binnen- en buiteninrichting van het gebouw en de installatie van volières, verzorgings- en quarantaineruimten en bijgebouwen in verband met de revalidatie van in het wild levende diersoorten.

De kapitaaluitgaven van CREAVES omvatten apparatuur voor de behandelingsruimten en andere ruimten die nodig zijn voor de revalidatie van in het wild levende dieren, zoals veterinaire, sanitaire, voeder-, opslag- en schoonmaakapparatuur, evenals kooien voor het vervoeren en houden van gerevalideerde dieren.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor een subsidie voor de inrichting van een CREAVES-centrum voor een bedrag van meer dan € 60.000, moet CREAVES worden opgericht als een vereniging in de zin van artikel 1:2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Art. 9/1. § 1. Elke subsidieaanvraag voor de inrichting of uitrusting van een CREAVES-centrum wordt aan de inspecteur-generaal bezorgd op elke wijze die het mogelijk maakt de verzending en de ontvangst van de aanvraag met zekerheid te dateren, met inbegrip van de middelen bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid.

Het dossier van de subsidieaanvraag voor de inrichting van een CREAVES-centrum omvat :

- 1° een beschrijving van het ontwikkelingsproject ;
- 2° een terreinplan en een kadastrale kaart;
- 3° het bewijs van overleg met ten minste drie bedrijven voor het ontwikkelingsproject;
- 4° het lastenboek, de stuklijst en een kopie van de kostenramingen.

Het dossier van de subsidieaanvraag voor de uitrusting van een CREAVES-centrum omvat :

- 1° de lijst van de betrokken apparatuur;
- 2° het bewijs van overleg met ten minste drie bedrijven voor het uitrustingsproject;
- 3° een kopie van de kostenramingen.

§ 2. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag zal de inspecteur-generaal de ontvangst bevestigen en eventuele ontbrekende informatie en de deadline voor het verstrekken van deze informatie specificeren.

§ 3. De inspecteur-generaal stuurt de aanvraag en zijn advies per post naar de Minister, die een beslissing neemt en zijn beslissing meedeelt binnen negentig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag, op basis van een analyse van de behoeften, de kwaliteit van het project en de geschiktheid van de infrastructuur voor de te revalideren dieren.

§ 4 De subsidie wordt in twee schijven betaald:

1° de eerste schijf overeenstemt met vijftig procent van het bedrag van de subsidie, op voorlegging van een verklaring van schuldvordering ;

2° de tweede schijf is gelijk aan het saldo, beperkt tot het bedrag van de betaalde facturen, na verificatie door het "DNF" van de uitgevoerde werken, op voorlegging van een verklaring van schuldvordering vergezeld van voor echt verklaarde en oprechte facturen die de totale kostprijs van de uitgevoerde werken verantwoorden.

Art. 9/2. § 1. In geval van intrekking van de erkenning is CREAVES gehouden alle voor de inrichting van CREAVES ontvangen subsidies terug te betalen onder aftrek van een afschrijvingslast van 5% per jaar.

§ 2. In geval van stopzetting van de activiteiten van CREAVES, vastgesteld door de Minister na een brief van CREAVES waarin bedoeld "CREAVES" zijn voornemen tot stopzetting meedeelt, is het gehouden 70% van de voor de inrichting van CREAVES ontvangen subsidies terug te betalen onder aftrek van een waardevermindering van 5% per jaar.

§ 3. De inspecteur-generaal wordt gemachtigd om de terugbetaling van de subsidies te vorderen.

Afdeling 2. — Subsidie voor de werking van een CREAVES-centrum

Art. 10. § 1. Elk erkend CREAVES-centrum kan jaarlijks een werkingssubsidie aanvragen. Deze subsidie wordt toegekend binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

§ 2. Deze werkingssubsidie bestaat uit een vast basisbedrag dat een deel van de exploitatiekosten van het centrum dekt, plus een bedrag dat berekend wordt naar rato van het gemiddelde aantal dieren dat de afgelopen drie jaar is verzorgd.

Deze bedragen worden berekend op basis van de volgende cumulatieve bedragen, waarbij het aan het aantal opgenomen dieren gekoppelde bedrag wordt berekend op basis van de begonnen tranches.

Basiswerkingsforfait				
<400 individuen	>400-1000 indivi- duen	>1001-1500 indivi- duen	>1501-2000 indivi- duen	> 2000 individuen
>4.500 €	7.000 €	9.000 €	11.000 €	13.000 €
Forfait gekoppeld aan het aantal individuen				
Niet vliegende zoogdieren			>3000 € per 100 dieren	
Roofvogels, watervogels, steltlopers en waadvogels			>1250 € per 50 dieren	
Andere vogels en vleermuizen			>1250 € per 100 dieren	

Deze bedragen zijn gekoppeld aan de schommelingen van de gezondheidsindex. De gezondheidsindex wordt berekend op basis van de index die van kracht is op de datum van afkondiging van dit besluit.

§ 3. Gedurende het eerste jaar na de oprichting van CREAVES of na een wijziging in de capaciteit ervan, wordt het gemiddelde aantal gehuisveste dieren geraamd op basis van de capaciteit van CREAVES vermenigvuldigd met drie en vervolgens aan het begin van het volgende jaar herzien op basis van het aantal werkelijk gehuisveste dieren.

In het tweede en derde jaar na de oprichting van CREAVES of na een capaciteitswijziging wordt het gemiddelde aantal gehuisveste dieren geschat op basis van het aantal dieren dat respectievelijk in het voorgaande jaar of de voorgaande twee jaren is gehuisvest.

Art. 10/1. § 1. De aanvraag tot subsidiëring van werkingskosten wordt uiterlijk op 28 februari van het jaar volgend op het jaar waarin de werkingskosten zijn gemaakt, ingediend bij de inspecteur-generaal door middel van een formulier waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld.

Ze bevat een gedetailleerd financieel verslag over het afgelopen kalenderjaar, evenals een balans met het aantal ontvangen en gerevalideerde dieren, ingedeeld per soortcategorie en de meest voorkomende oorzaken van revalidatie en sterfte.

De CREAVES bewaren de bewijsstukken van de uitgaven tot twee jaar na de subsidieaanvraag, met het oog op eventuele controles door de bevoegde diensten.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag zal de inspecteur-generaal de ontvangst bevestigen en eventuele ontbrekende informatie en de deadline voor het verstrekken van deze informatie specificeren.

§ 3. De inspecteur-generaal stuurt zijn advies per gewone brief naar de Minister die een beslissing neemt binnen zestig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag.

§ 4. De subsidie wordt in één schijf betaald bij de kennisgeving van de subsidie.

Afdeling 3. — Controle

Art. 10/2. Krachtens artikel 61 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, is de inspecteur-generaal bevoegd om controles ter plaatse uit te voeren met betrekking tot het gebruik van de toegekende middelen en om de terugbetaling te eisen van alle of een deel van de subsidies bedoeld in hoofdstuk 4 in de gevallen bedoeld in artikel 61, 5°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden."

Art. 4. De Minister bevoegd voor Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/47234]

26 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant démission et nomination d'un commissaire du Collège réuni auprès de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu l'ordonnance du 23 mars 2017 portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales, l'article 39;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, en charge de l'Action sociale et de la Santé, et des Prestations familiales;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Démission honorable de son mandat de commissaire du Collège réuni auprès de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales est accordée à Madame Adèle GORGEMANS.

Art. 2. Monsieur Samuel DE HERTOOGH est nommé en qualité de commissaire du Collège réuni auprès de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales, en remplacement de Madame Adèle GORGEMANS.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2023.

Art. 4. Les Membres du Collège réuni, en charge de l'Action sociale et de la Santé, et des Prestations familiales, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 octobre 2023.

Pour le Collège réuni :

Le Président,
R. VERVOORT

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/47234]

26 OKTOBER 2023. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie houdende ontslag en benoeming van een commissaris van het Verenigd College bij de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op de ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag, artikel 39;

Op voorstel van de Leden van het Verenigd College bevoegd voor Welzijn en Gezondheid, en de Gezinsbijslagen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Eervol ontslag uit haar mandaat van commissaris van het Verenigd College bij de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag wordt verleend aan Mevrouw Adèle GORGEMANS.

Art. 2. De Heer Samuel DE HERTOOGH wordt benoemd tot commissaris van het Verenigd College bij de Bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag ter vervanging van Mevrouw Adèle GORGEMANS.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2023.

Art. 4. De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Welzijn en Gezondheid, en de Gezinsbijslagen, worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 oktober 2023.

Voor het Verenigd College :

De Voorzitter,
R. VERVOORT